



ÉTUDE DES CRÉDITS

2023 2024

BUREAU DES ENQUÊTES
INDÉPENDANTES

Demandes de
renseignements
généraux et particuliers

LISTE DES SITES INTERNET POUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION

MINISTÈRE	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP) https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html
03.03	COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC) https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
05.02	BUREAU DU CORONER https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
06.01	COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP) https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/commissaire/commissaire.html
06.02	COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP) https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
06.03	RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ) https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
06.04	COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC) https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/diffusion-de-linformation/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html
06.05	BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI) https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-information/depenses.html

TABLE DES MATIÈRES

Liste des sites	3
QUESTION 1 : Voyages hors Québec	7
QUESTION 2 : Sommes dépensées pour les voyages en avion ou en hélicoptère faits au Québec de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes	8
QUESTION 3 : Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), articles promotionnels et commandites	9
QUESTION 4 : Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres	10
QUESTION 5 : Liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère, organisme ou firme externe	11
QUESTION 6 : Liste des contrats (moins de 25 000 \$) octroyés par un ministère ou un organisme	12
QUESTION 7 : Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme	13
QUESTION 8 : Nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme	14
QUESTION 9 : Projets de développements informatiques ou de modernisation des systèmes pour l'exercice financier 2022-2023	Vous référez au cahier du MSP
QUESTION 10 : Hébergement de données	Vous référez au cahier du MSP
QUESTION 11 : Montants de diverses dépenses (photocopie, mobilier de bureau, ameublement, décoration et embellissement, distributeurs d'eau de source, frais de transport, d'hébergement et de repas, frais d'alcool et de fêtes, congrès, colloques, perfectionnement ou ressourcement)	15
QUESTION 12 : Montants dépenses reliées à la téléphonie et informatique (téléphonie cellulaire, BlackBerry ou autre type de téléphone intelligent, tablettes électroniques, ordinateurs portables [nombre d'appareils et coûts d'utilisation], etc.)	17
QUESTION 13 : Diverses questions sur l'effectif	18
QUESTION 14 : Questions relatives aux départs à la retraite	35
QUESTION 15 : Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère et les organismes	36
QUESTION 16 : Liste des actifs excédentaires inoccupés	37
QUESTION 17 : Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, les coûts de déménagement, aménagement, rénovation et autres travaux effectués	38
QUESTION 18 : Liste du personnel de cabinet du ministre	Vous référez au cahier du MSP
QUESTION 19 : Liste des sommes d'argent versées à même le budget discrétionnaire	39
QUESTION 20 : Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère	40
QUESTION 21 : Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi	41

QUESTION 22 : Nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge	42
QUESTION 23 : Personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres	43
QUESTION 24 : Liste de tous les abonnements du ministère et le coût de chacun	44
QUESTION 25 : Sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre	45
QUESTION 26 : Détail pour chaque site Internet (concepteur, coûts, responsable, fréquence de mise à jour, etc.)	46
QUESTION 27 : Les dépenses effectuées pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec	Vous référez au cahier du MSP
QUESTION 28 : Activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres	Vous référez au cahier du MSP
QUESTION 29 : Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	47
QUESTION 30 : Détail des crédits périmés et reportés et prévisions	48
QUESTION 31 : Inventaire complet des services tarifés offerts aux citoyens et les tarifs exigés, le coût unitaire, les revenus autonomes pour les trois dernières années et les projections selon la Politique de financement des services publics	49
QUESTION 32 : Copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement et les prévisions	Vous référez au cahier du MSP
QUESTION 33 : Sommes reçues et les prévisions en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement	50
QUESTION 34 : Pour chaque ministère et organisme, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.	51
QUESTION 35 : Pour chaque cabinet ministériel, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis . . .	Vous référez au cahier du MSP
QUESTION 36 : Montant total et ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat	52
QUESTION 37 : Pour chaque ministère ou organisme, fournir le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire	53
QUESTION 38 : Liste des programmes ministériels existants et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023.	54
QUESTION 39 : Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement	55
QUESTION 40 : Dépenses en informatique	Vous référez au cahier du MSP
QUESTION 41 : Taux d'absentéisme par catégorie d'emploi	56
QUESTION 42 : Nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle	57
QUESTION 43 : Sondages d'opinion réalisés par le ministère ou les organismes	58
QUESTION 44 : Pourcentage des dépenses publicitaires réalisées.	59

QUESTION 45 : Montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère . . .	60
QUESTION 46 : Transfert d'emplois gouvernementaux en région	61
QUESTION 47 : Dépenses encourues dans le cadre du Plan d'action pour les personnes handicapées	62
QUESTION 48 : Dépenses encourues dans le cadre de la Stratégie gouvernementale de développement durable	63
QUESTION 49 : Sommes dépensées actions réalisées au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.	64
QUESTION 50 : Sommes dépensées et actions réalisées dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse . . .	65
QUESTION 51 : Bénéficiaires des mesures de télétravail ou de travail à distance	66
QUESTION 52 : Sommes dépensées en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail	67
QUESTION 53 : Mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale	68
QUESTION 54 : Liste des contrats accordés à la firme McKinsey	69
QUESTION 55 : Liste des contrats accordés à une firme de consultation	70
QUESTION 56 : Montants alloués à la rémunération des stages depuis 2016	71
QUESTION 57 : Liste des contrats conclus de gré à gré.	72
QUESTION 58 : Liste des contrats accordés à une firme-conseil.	73
QUESTION 59 : Montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de COVID-19	74
QUESTION 60 : Dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.	75
QUESTION 61 : Montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont le ministère est responsable	76
QUESTION 62 : Liste des contrats accordés en sous-traitance	77
QUESTION 63 : Sommes déboursées en services tarifés.	78
QUESTION 64 : Liste des actifs possédés en meubles et immeubles	79
QUESTION 65 : Liste des coûts de systèmes.	80
QUESTION 66 : Liste des autorisations en vertu de l'article 17 sur la Loi sur les contrats des organismes publics	81
QUESTION 67 : Informations concernant les demandes d'accès à l'information	82
QUESTION 68 : Liste de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée	83
QUESTION 69 : Liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes . .	84

QUESTION 1 : Liste des voyages hors Québec pour l’année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d’hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) le montant dépensé pour l’achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
- g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d’emplois estimé.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d’un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère¹ en vertu du Règlement sur la diffusion de l’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18). En ce qui concerne la sous-question f), l’information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

DATES DE DÉBUT ET DE FIN	ENDROIT	OBJET	COÛT (\$)
13 au 21 mai 2022	Victoria, Colombie-Britannique (Canada)	CACOLE 2022 (Canadian Association for Civilian Oversight of Law Enforcement)	4 197,01

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.
Dépenses en date du 28 février 2023

QUESTION 2 :

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d’organismes pour 2022-2023 :

a) les raisons du déplacement;

b) l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;

c) les coûts ventilés;

d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d’hébergement, frais de repas, autres frais, etc..

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d’un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère¹ en vertu du Règlement sur la diffusion de l’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

DATES DE DÉPART ET DE RETOUR	OBJET	DESTINATION	COÛT (\$)
Aucun voyage			

1 Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

QUESTION 3 : Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère¹ en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).

OBJET DE LA PUBLICITÉ OU ARTICLE PROMOTIONNEL	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	COÛT (\$)
Aucune dépense			

1 Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

QUESTION 4 :

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;

f) le but visé par chaque dépense;

g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.

h) si l'événement s'est tenu virtuellement

DESCRIPTION (CONFÉRENCE DE PRESSE, ÉVÉNEMENT MÉDIATIQUE, AUTRE)	OBJET	FOURNISSEUR	COÛT (\$)
Aucune dépense			

QUESTION 5 : La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère¹ en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).

FOURNISSEUR (MINISTÈRE / ORGANISME / FIRME)	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	BUT VISÉ	COÛT (\$)
Aucune			

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

QUESTION 6 :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;

b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);

c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);

d) la date d’octroi du contrat;

e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;

f) l’échéancier;

g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère¹.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
Défenses tactiques spécialisées	Contrat gré à gré	Expertise – dossier d'enquête	15 000

1 Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

QUESTION 7 : Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION 8 : Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère¹.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

QUESTION 11 : De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.¹

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

¹ Données au 28 février 2023

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
TOTAL	672 602
Dépenses de photocopie	8 688
Mobilier de bureau et ameublement	568
Décoration et embellissement	-
Distributeur d'eau de source	-
Remboursement de frais de transport, d'hébergement et de repas ²	616 080
Ensemble des dépenses de participation à des congrès, colloques, perfectionnement et ressourcement	47 266
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	-

2 Comprend les frais de déplacement de tout le personnel ainsi que la location des stationnements pour la flotte automobile (SPAQ) et la location des véhicules au CGER

QUESTION 12 : De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère¹ en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Coûts de frais d'itinérance	52
Coût lié aux dépassement des forfaits de données	1 595
Coûts de résiliation	-

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

Dépenses au 28 février 2023

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :
A) :

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :
D) :

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :

– le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 13 H) : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :
K) :

k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

m) le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Aucun

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :
P) :

p) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

q) le nombre de postes vacants ventilés par région

RÉGION	NOMBRE DE POSTES VACANTS
Bas-St-Laurent	S/0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	S/0
Capitale-Nationale	S/0
Mauricie	S/0
Estrie	S/0
Montréal	S/0
Outaouais	S/0
Abitibi-Témiscamingue	S/0
Côte-Nord	S/0
Nord-du-Québec	S/0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	S/0
Chaudière-Appalaches	S/0
Laval	S/0
Lanaudière	S/0
Laurentides	S/0
Montréal	2
Centre-du-Québec	S/0
TOTAL	2

QUESTION 14 : Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de :

A	Nombre de départs à la retraite en 2022-2023 : La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.	S.O.
B	Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines	0
C	Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats ¹	0

¹ Exclut les membres de la haute direction, les étudiants, les stagiaires, les animateurs de pastorale et les employés nommés avec le statut temporaire à la fin de leur contrat occasionnel. Exclut également les contrats de services professionnels.

QUESTION 15 : Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère¹ en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 27**).

Usage de l'espace occupé	Adresse	Municipalité	Nom du locateur	Superficie louée (m ²)	Loyer mensuel (\$)	Aménagements depuis le 1 ^{er} avril 2018 (\$) ⁽²⁾
Bureaux	201, Place Charles-Le Moyne, bur.6.01	Longueuil	Société québécoise des infrastructures	1 051,00	16 825	483 120
Bureaux	1010, rue de Sérigny, bur. 110	Longueuil	Société québécoise des infrastructure	446,40	12 947	63 801

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

⁽²⁾ Amortissement des travaux d'aménagement

QUESTION 16 : Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

QUESTION 17 : Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

S.O.

QUESTION 19 : Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère¹ en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

QUESTION 20 : Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2023-2024.

Aucune

QUESTION 21 : Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 22 : Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 23 : Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucune

QUESTION 24 : Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;

b) le fournisseur;

c) la nature du service.

d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

NOM OU TITRE	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Revue de presse	Influence communications inc.	12 300

QUESTION 25 : Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'événements sportifs et culturel, les billets d'événement et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

	COÛT (\$)
Achat de billets de saison	-
Billets de spectacles ou événements sportifs et culturels	-
Réservation de loges	-
Billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce	-
Frais payés pour devenir membre d'un club privé ou autre	-

QUESTION 26 : Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site.

Site du Bureau des enquêtes indépendantes	
Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Veillez vous référer à l'Étude des crédits de 2020-2021.
Coûts de la construction du site :	Veillez vous référer à l'Étude des crédits de 2020-2021.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Les coûts d'hébergement sont inclus dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique. L'entretien et la mise à jour du site sont assurés par le ministère de la Sécurité publique.
Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	Veillez vous référer à l'Étude des crédits de 2020-2021. Ce site n'a nécessité aucun changement en 2022-2023.
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	Aucun

QUESTION 29 : Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 30 : Détail des crédits périmés et reportés par année budgétaire, et ce, pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 31 : L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

QUESTION 33 : Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

PROGRAMME À FRAIS PARTAGÉS / DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION	MONTANT REÇU (\$)
Aucun	

QUESTION 34 : Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

	MONTANT REÇU (\$)
Aucun	

QUESTION 36 : Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

	MONTANT REÇU(\$)
Aucune	-

QUESTION 37 : Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 38 : La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 39 : Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 41 : Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 42 : Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;

b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;

c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation	Nombre 2022-2023
Barreau du Québec	2
en conformité avec tout autre document lié aux conditions de travail permettant le paiement de ces cotisations.	
DÉPENSE TOTALE (\$)	2 955

En conformité avec tout autre document lié aux conditions de travail permettant le paiement de ces cotisations.

QUESTION 43 : Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) La date;

b) La nature;

c) Les questions posées;

d) Les réponses;

e) La firme retenue;

f) Les coûts.

FIRME RETENUE	COÛTS (\$)
Aucun sondage	

QUESTION 44 : Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;

b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

	%
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;	0
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	0

QUESTION 45 : Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun

QUESTION 46 : Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

QUESTION 47 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;

Aucune somme investie.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du ministère¹.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

QUESTION 48 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

h) Plan d'action de développement durable

Aucune somme investie.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du ministère¹.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

QUESTION 49 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

QUESTION 50 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 51 : Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

QUESTION 52 : Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

1 055 \$

QUESTION 53 : Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

a) Les sommes dépensées;

b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)

c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère¹.

Nom du fournisseur	Catégorie	Montant dépensé
Aucune dépense. Programme du ministère de la Sécurité publique.		

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

QUESTION 54 : Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;
- d) Sommes dépensées à ce jour.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère¹.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

QUESTION 55 : Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;
- d) Sommes dépensées à ce jour.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère¹.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

QUESTION 56 : Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

a) Nombre de stagiaires reçus;
b) Heures de stages effectués;
c) Rémunération totale déboursée.

	NOMBRE ET COÛTS
a) Nombre de stagiaires reçus;	3
b) Heures de stages effectués;	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
c) Rémunération totale déboursée.	2 888\$

1 Données au 28 février 2023

QUESTION 57 : Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère¹.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

QUESTION 58 : Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère¹.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

QUESTION 59 : Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19,

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 60 : Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 61 : Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Aucune amende perçue.

QUESTION 62 : Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère¹.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites internet.

QUESTION 63 : Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

QUESTION 64 : Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

QUESTION 65 : Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 66 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l’objet d’une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d’autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l’objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l’objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	MONTANT du contrat incluant le supplément (\$)
Aucun			

QUESTION 67 : Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article;
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

QUESTION 68 : Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION 69 : La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

NOM DES PERSONNES	MANDAT DES COMITÉS	HONORAIRES (\$)
Aucune		



ÉTUDE DES CRÉDITS

BUREAU DES ENQUÊTES
INDÉPENDANTES

Renseignements
particuliers

**2023
2024**

LISTE DES SITES INTERNET POUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION

MINISTÈRE	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP) https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html
03.03	COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC) https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
05.02	BUREAU DU CORONER https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
06.01	COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP) https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/commissaire/commissaire.html
06.02	COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP) https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
06.03	RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ) https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
06.04	COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC) https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/diffusion-de-linformation/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html
06.05	BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI) https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-information/depenses.html

TABLE DES MATIÈRES

Liste des sites	87
QUESTION QP1-003 Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023	90
QUESTION QP1-004 Pour l'année 2022-2023, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, employés qui ont vu leur mandat renouvelé, etc	91
QUESTION QP1-005 Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité	92
QUESTION QP1-006 Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité	93
QUESTION QP1-007 Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2022-2023	94
QUESTION QP1-008 Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2022-2023	95
QUESTION QP1-009 Nombre de postes abolis et mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste	96
QUESTION QP1-011 Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère	97
QUESTION QP1-012 Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts	99
QUESTION QP1-013 Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023	100
QUESTION QP1-014 La liste de tous les concours et tirages réalisés en 2022-2023	101
QUESTION QP1-015 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-24	102
QUESTION QP1-016 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023, les activités concernant le service des communications	103
QUESTION QP1-095 Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans pour les cinq dernières années, incluant 2022-2023	104
QUESTION QP1-279 Budget alloué au BEI pour l'année 2022-2023	105
QUESTION QP1-280 Effectif autorisé pour l'exercice financier 2022-2023	106
QUESTION QP1-281 Effectif du BEI en date du 31 mars 2023. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes	107
QUESTION QP1-282 Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles	108
QUESTION QP1-283 Nombre d'enquêtes ouvertes en 2022-2023, nombre d'enquêtes en cours et nombre d'enquêtes terminées	109

QUESTION QP1-284	Délai moyen pour une enquête par le BEI en 2022-2023	110
QUESTION QP1-285	Nombre de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du BEI en 2022-2023, ventilé par corps de police et par type de manquements	111
QUESTION QP1-286	Toute correspondance entre le BEI et les directions de corps de police municipale, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, de la Ville de Montréal et du ministère de la Sécurité publique au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2022-2023	112
QUESTION QP2-002	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.	113
QUESTION QP2-003	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives pour l'année écoulée	114
QUESTION QP2-004	Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	115
QUESTION QP2-017	Nombre de policiers ayant fait l'objet d'une enquête du BEI pour l'année écoulée, par types d'infractions et par corps policiers.	116
QUESTION QP2-018	Nombre d'enquêtes criminelles prises en charge par le BEI pour l'année écoulée, en cours, fermées par le directeur du BEI et à l'étude au PDCP, ainsi que le nombre de décision du DPCP sans accusation et accusation, par types d'infractions et par corps policiers	117
QUESTION QP2-019	Nombre d'enquêtes sur des allégations d'infractions à caractère sexuel prises en charge par le BEI pour l'année écoulée, en cours, fermées par le directeur du BEI et à l'étude au DPCP, ainsi que le nombre de décision du DPCP sans accusation et accusation, par types d'infractions et par corps policiers	122
QUESTION QP2-025	Projets, mesures, politiques ou programmes ayant fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS).	123

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d’autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Le directeur du BEI n'a participé à aucun comité interministériel	—	—	—	—

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE – 06.05 – BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES

QUESTION 4 : Pour l'année 2022-2023¹, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
- d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D) ²
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	Voir réponse à la question 192	Le 11 décembre 2020, le projet de loi 72 a été sanctionné modifiant ainsi les conditions de travail de nos enquêteurs. Ceux-ci n'appartiennent plus aux Emplois supérieurs. En conséquence, le renouvellement des mandats est caduque de même que les nominations à durée déterminée.		4 942\$

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

² Inclut l'ensemble des frais de déplacement et de représentation des membres de la direction, titulaires d'un emploi supérieur. En raison du Projet de loi 72, les frais de déplacement des enquêteurs sont exclus.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

QUESTION 5 : Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Aucun

Les données sont en date du 28 février 2023.

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

QUESTION 6 : Pour l'année 2022-2023 le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Bureau des enquêtes indépendantes	0
-----------------------------------	---

Les données sont en date du 28 février 2023.

QUESTION 7 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2022-2023.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2022-2023 OCCASIONNELS		
	Nbre total employés au 28 février 2023	Nbre employés occasionnels au au 28 février 2023	%
Bureau des enquêtes indépendantes	50	2	4 %

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers de corps d'emploi 899 sont exclus.

QUESTION 8 : Nombre et pourcentage d’employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2022-2023.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2020-2021 OCCASIONNELS		
	Nbre employés occasionnels au 28 février 2023 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d’année	Nbre employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	%
Bureau des enquêtes indépendantes	1	-	0%

Les données sont en date du 28 février 2023
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et le personnel saisonnier sont exclus.

QUESTION 9 : Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis et mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.

Aucun

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations, colloques et congrès

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu	Coûts de l'inscription / personne
Formation – Activité d'intégration en enquête policière	Bureau des enquêtes indépendantes	2	Dates diverses	ENPQ	3 043,00
Formation – Session d'équivalence en enquête policière	Bureau des enquêtes indépendantes	1	Dates diverses	ENPQ	624,00
Formation – Désescalade – état mental perturbé	Bureau des enquêtes indépendantes	1	Dates diverses	En ligne	99,00
Formation – Droit du consentement et mythes entourant les agressions sexuelles	Bureau des enquêtes indépendantes	9	Dates diverses	En ligne	25,00
Formation – Formation en normes professionnelles	Bureau des enquêtes indépendantes	2	9 au 13 janvier 2023	ENPQ	3 492,00
Formation – Rédaction de rapports	Bureau des enquêtes indépendantes	16	Dates diverses	BEI	0,00
Formation – Formation famille	Bureau des enquêtes indépendantes	17	Dates diverses	BEI	0,00
Formation – Formation SWASP	Bureau des enquêtes indépendantes	6	Dates diverses	BEI	0,00
Formation – Anémie falciforme	Bureau des enquêtes indépendantes	21	Dates diverses	Longueuil	0,00
Formation – Intégration CRPQ	Bureau des enquêtes indépendantes	1	11 au 13 octobre 2022	Montréal	0,00
Formation – Formation poste de commandement	Bureau des enquêtes indépendantes	6	Dates diverses	Sanair	0,00
Colloque en droit criminel	Bureau des enquêtes indépendantes	2	6 octobre 2022	En ligne	495,00
Droits, réalités autochtones et compétences culturelles	Bureau des enquêtes indépendantes	2	Dates diverses	En ligne	79,75
Méthode de recherche et d'intervention	Bureau des enquêtes indépendantes	1	Dates diverses	École nationale d'administration publique	424,10
Régulation de la criminalité économique	Bureau des enquêtes indépendantes	1	Dates diverses	Université de Montréal	542,22

Contrats de formation
Année complète 2022-2023

Nom du fournisseur	Montant du contrat	Description de la formation	Date	Lieu	Nombre de participants prévus
—	—	—	—	—	—

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS/CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
TOTAL		—\$
Aucun		

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023
Note : Exclut les mandats confiés à Infrastructure technologiques Québec (ITQ).

QUESTION 13 : Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l’achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
201, Place Charles-Le Moyne, Longueuil	Remplacement d'un néon brûlé

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

- QUESTION 14 :**
- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.

Aucun concours mis sur pieds par le BEI au cours de l'année financière 2022-2023.

QUESTION 15 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 :

a) le nom de toutes les campagnes;

b) les coûts de ces campagnes;

c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;

d) les dates de diffusion de la campagne;

e) les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Aucune campagne de publicité et de sensibilisation en 2022-2023 et aucune n'est prévue en 2023-2024.	—	—

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
- e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

a)	1 employé	—
b)	Dépenses totalisant :	7 838\$
c)	Aucun	—
d)	Influence communications (revue de presse – BEI, enquêtes indépendantes, opérations policières) :	12 219\$
e)	S. O.	—

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023

QUESTION 95 : Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans pour les cinq dernières années, incluant 2022-2023.

Aucune

QUESTION 279 : Budget alloué au BEI pour l'année 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024

Budget alloué au BEI pour l'année 2022-2023 (k \$)	
	8 123,40

QUESTION 280 : Effectif autorisé pour l'exercice financier 2022-2023

Effectif du BEI pour l'exercice financier 2022-2023
52,00

1 Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit 94 498 heures pour l'année 2021-2022 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

QUESTION 281 : Effectif du BEI en date du 31 mars 2023. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.

EFFECTIF DU BEI ¹	STATUT	
	CIVILS	POLICIERS RETRAITÉS
Agentes de secrétariat	2	—
Analyste ¹	1	—
Attachée d'administration	—	—
Conseiller aux communications ²	1	—
Directeur	1	—
Directeur adjoint	1	—
Enquêteurs	22	12
Superviseurs	1	5
Coordonnateur	—	1
Techniciennes en administration	2	—
Technicienne en droit ¹	2	—

1 Incluant 1 employé occasionnel

2 Prêt de service – policier

QUESTION 282 : Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.

TYPE DE DÉPENSE	DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE BEI ¹ (en \$)
Salaire du personnel affecté au BEI ²	5 447 030
Autres dépenses de fonctionnement du BEI	1 495 751

1 Données au 28 février 2023

2 Inclus le les contributions de l'employeur, le temps supplémentaire, les primes et indemnités de départ.

QUESTION 283 : Nombre d'enquêtes ouvertes en 2022-2023, nombre d'enquêtes en cours et nombre d'enquêtes terminées.

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, le BEI a ouvert 51 dossiers d'enquêtes indépendantes, dont 25 ont été transmis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP).

Outre ces 25 dossiers, le BEI a transmis au DPCP, 18 dossiers d'années antérieures. En date du 28 février 2023, 26 enquêtes étaient en cours.

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, le BEI a ouvert 207 dossiers d'enquêtes sur des allégations relatives à une infraction criminelle. De ce nombre, 29 sont en cours d'enquête, 11 rapports ont été soumis pour étude auprès du DPCP. On dénombre 4 dossiers fermés par le directeur du BEI (Loi sur la police). Aucune accusation n'a été déposée. Par ailleurs, 139 dossiers d'enquêtes se sont avérés ne pas être de la juridiction du BEI. (Allégations qui ne sont pas visées par les articles 289, 289.1, 289.3 de la Loi sur la police, ni du mandat confié par le ministre de faire enquête sur toute allégation relative à une infraction criminelle commise par un policier, dans le cadre ou non de ses fonctions, et ce, lorsqu'elle est formulée par une victime ou un plaignant autochtone).

QUESTION 284 : Délai moyen pour une enquête par le BEI en 2022-2023

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, le BEI a transmis pour étude au DPCP 43 rapports d'enquêtes initiées durant cette période ainsi que durant les années antérieures. Le délai moyen de traitement de ces enquêtes a été de 5,7 mois. Des 51 enquêtes indépendantes initiées durant cette période, 25 rapports d'enquêtes ont été soumis au DPCP dans un délai moyen de 4,8 mois

Pour cette même période, le BEI a complété 35 enquêtes en allégations relatives à une infraction criminelle dans un délai moyen de 2,6 mois.

Depuis le 11 décembre 2020, est tenu de préciser le nombre et la durée moyenne des enquêtes impliquant un membre d'une communauté autochtone. Ainsi, entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, le BEI a mené 2 enquêtes indépendantes d'une durée moyenne de 2,7 mois. Le bureau a aussi pris en charge 47 enquêtes en allégations relatives à une infraction criminelle dont 24 ont été complétées dans un délai moyen de 2,6 mois.

QUESTION 285 : Nombre de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2022-2023 ventilé par corps de police et par type de manquements.

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, le directeur du BEI a transmis 6 correspondances à des directeurs de corps de police relativement aux obligations des policiers impliqués ou témoins ainsi que du directeur du corps de police impliqué prévues au Règlement sur le déroulement des enquêtes du bureau des enquêtes indépendantes.

– Service de police de la ville de Montréal (SPVM) : 1 manquement

Contrairement à ce qui est prévu à l'article 1 alinéa 2 du Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes, le policier impliqué ou témoin n'a pas remis son compte rendu rédigé et signé aux enquêteurs du Bureau des enquêtes indépendantes dans les 24 heures suivant l'événement,

– Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) : 1 manquement

Contrairement à ce qui est prévu à l'article 1 alinéa 2 du Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes, le policier impliqué ou témoin n'a pas remis son compte rendu rédigé et signé aux enquêteurs du Bureau des enquêtes indépendantes dans les 24 heures suivant l'événement,

– Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) : 1 manquement

Contrairement à ce qui est prévu à l'article 289.2 de la Loi sur la police, le directeur du corps de police responsable de l'intervention policière ou de la détention n'a pas informé, sans délai, le BEI de la survenance de l'événement visé à l'article 289.1 de la Loi sur la police. L'événement s'est produit le 3 septembre 2022, le BEI en a été avisé de l'événement le 13 septembre 2022.

– Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent (RSL) : 2 manquements

Contrairement à ce qui est prévu à l'article 1 alinéa 2 du Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes, le policier impliqué ou témoin n'a pas remis son compte rendu rédigé et signé aux enquêteurs du Bureau des enquêtes indépendantes dans les 24 heures suivant l'événement. Les comptes rendus des 4 policiers impliqués ont été reçus 9 jours après le déclenchement de l'enquête. Également, n'a pas été respectée, l'article 2 alinéa 2 du Règlement exige qu'un directeur d'un corps de police impliqué prenne les mesures raisonnables pour éviter que les policiers impliqués ou témoins communiquent entre eux au sujet de l'événement jusqu'à ce qu'ils aient remis leur compte rendu aux enquêteurs du Bureau; un policier témoin a eu accès à la carte d'appel et il n'a pas eu les consignes d'isolement avant la rédaction de son compte rendu.

– Service de sécurité publique de Saguenay (SAG) : 1 manquement

Contrairement à ce qui est prévu à l'article 1 alinéa 2 du Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes, le policier impliqué ou témoin n'a pas rédigé de manière indépendante, notamment sans consultation et sans influence, un compte rendu aux enquêteurs du Bureau des enquêtes indépendantes, car la carte d'appel de l'événement a été consultée. Un policier témoin a consulté l'enregistrement vidéo de la séquence se déroulant en cellule pour la rédaction de son compte rendu.

– Sûreté du Québec (SQ) : 1 manquement

Contrairement à ce qui est prévu à l'article 289.2 de la Loi sur la police, le directeur du corps de police responsable de l'intervention policière ou de la détention n'a pas informé, sans délai, le BEI de la survenance de l'événement visé à l'article 289.1 de la Loi sur la police. Le 2 septembre vers 8h09, une poursuite policière est déclenchée, une collision survient entre 2 véhicules incluant le sujet de la poursuite policière, un des occupants décède pendant son transport en ambulance. Son décès est constaté à l'hôpital. Le BEI reçoit des appels de la part des médias vers 9h00. Ce n'est qu'à 10h40 que le BEI reçoit le signalement. Bien que le délai ne soit pas exorbitant à première vue, l'événement a entravé la circulation plus longtemps que nécessaire et a pu potentiellement nuire à l'enquête du BEI.

QUESTION 286 : Toute correspondance entre le Bureau des enquêtes indépendantes et les directions de corps de police municipale, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, de la Ville de Montréal et du ministère de la Sécurité publique au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2022-2023.

Pour obtenir une copie de ces documents, une demande d'accès à l'information est nécessaire auprès du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI).

Toutefois, certaines de ces lettres sont déjà publiques à la suite de demandes d'accès à l'information et peuvent être consultées sur le site Web du BEI à l'adresse suivante : <https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/acces-information.html>

QUESTION QP2-02 : Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.

Veuillez vous référer au budget de dépenses 2022-2023.

QUESTION QP2-03 : Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives pour l'année écoulée.

Aucun.

QUESTION QP2-04 : Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

EFFECTIF DU BEI	Nombre de postes	
	Ouverts	Comblés
Agentes de secrétariat	—	—
Analyste	1	1
Attachée d'administration	—	—
Conseiller aux communications	1	—
Directeur	—	—
Directeur adjoint	—	—
Enquêteurs	8	8
Superviseurs	1	1
Coordonnateur	—	—
Techniciennes en administration	—	—
Technicienne en droit	1	1

QUESTION QP2-017 : Nombre de policiers ayant fait l'objet d'une enquête du BEI pour l'année écoulée, par types d'infractions et par corps policiers.

Types d'infractions	Nombre de policiers				
	Corps de police autochtones	Corps de police autres	Corps de police municipaux	Sûreté du Québec	Total
Autre	11	0	3	4	18
Entrave à la justice	3	0	0	0	3
Menace	1	0	0	1	2
Infraction à caractère sexuel	11	2	14	11	38
Harcèlement	1	0	0	0	1
Voies de fait	10	0	6	4	20
Vol	1	0	0	2	3
Total général	38	2	23	22	85

La ventilation des données telle que demandée risque de compromettre le privilège de l'enquête en cours, les droits constitutionnels des personnes suspectes et le droit à l'anonymat des victimes et des témoins potentiels.

Mise en garde : la surreprésentation des corps de police autochtones est attribuable au mandat confié au BEI par le ministre d'enquêter sur toutes infractions criminelles commises par un policier lorsque le plaignant ou la victime est autochtone.

QUESTION QP2-018 : Nombre d'enquêtes criminelles prises en charge par le BEI pour l'année écoulée, en cours, fermées par le directeur du BEI et à l'étude au DPCP, ainsi que le nombre de décision du DPCP sans accusation et accusation, par types d'infractions et par corps policiers.

Types d'infractions	Nombre d'enquêtes prises en charge par le BEI en 2022-2023	En cours	Fermées par le directeur du BEI	À l'étude au DPCP	Décisions DPCP avec accusation	Décisions DPCP sans accusation
Enlèvement séquestration	0	0	0	0	0	0
Harcèlement	1	0	0	0	0	1
Menace	2	0	0	1	0	1
Voies de fait	16	9	0	1	0	6
Infraction à caractère sexuel	29	11	4	9	0	5
Entrave à la justice	2	2	0	0	0	0
Fraude	0	0	0	0	0	0
Parjure	0	0	0	0	0	0
Entrée par effraction	0	0	0	0	0	0
Vol	2	1	0	0	0	1
Aucune	0	0	0	0	0	0
Autre	15	5	0	3	0	7
Hors mandat	139	0	0	0	0	0
Stupéfiants	0	0	0	0	0	0
Total	206	26	4	12	2	24

Corps de police autochtones						
Types d'infractions	Nombre d'enquêtes prises en charge par le BEI en 2021-2022	En cours	Fermées par le directeur du BEI	À l'étude au DPCP	Décisions DPCP avec accusation	Décisions DPCP sans accusation
Aucune	0	0	0	0	0	0
Autre	10	3	0	2	0	5
Enlèvement séquestration	0	0	0	0	0	0
Entrave à la justice	2	2	0	0	0	0
Entrée par effraction	0	0	0	0	0	0
Fraude	0	0	0	0	0	0
Harcèlement	1	0	0	0	0	1
Hors mandat	11	0	0	0	0	0
Infraction à caractère sexuel	11	7	1	3	0	0
Menace	1	0	0	0	0	1
Parjure	0	0	0	0	0	0
Stupéfiants	0	0	0	0	0	0
Voies de fait	10	7	0	1	0	2
Vol	1	1	0	0	0	0
Total	47	20	1	6	0	9

Corps de police autres						
Types d'infractions	Nombre d'enquêtes prises en charge par le BEI en 2021-2022	En cours	Fermées par le directeur du BEI	À l'étude au DPCP	Décisions DPCP avec accusation	Décisions DPCP sans accusation
Aucune	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0
Enlèvement séquestration	0	0	0	0	0	0
Entrave à la justice	0	0	0	0	0	0
Entrée par effraction	0	0	0	0	0	0
Fraude	0	0	0	0	0	0
Harcèlement	0	0	0	0	0	0
Hors mandat	1	0	0	0	0	0
Infraction à caractère sexuel	2	0	0	2	0	0
Menace	0	0	0	0	0	0
Parjure	0	0	0	0	0	0
Stupéfiants	0	0	0	0	0	0
Voies de fait	0	0	0	0	0	0
Vol	0	0	0	0	0	0
Total	3	0	0	2	0	0

Corps de police municipaux						
Types d'infractions	Nombre d'enquêtes prises en charge par le BEI en 2021-2022	En cours	Fermées par le directeur du BEI	À l'étude au DPCP	Décisions DPCP avec accusation	Décisions DPCP sans accusation
Aucune	0	0	0	0	0	0
Autre	3	1	0	1	0	1
Enlèvement séquestration	0	0	0	0	0	0
Entrave à la justice	0	0	0	0	0	0
Entrée par effraction	0	0	0	0	0	0
Fraude	0	0	0	0	0	0
Harcèlement	0	0	0	0	0	0
Hors mandat	42	0	0	0	0	0
Infraction à caractère sexuel	11	3	2	3	0	3
Menace	0	0	0	0	0	0
Parjure	0	0	0	0	0	0
Stupéfiants	0	0	0	0	0	0
Voies de fait	4	0	0	0	0	4
Vol	0	0	0	0	0	0
Total	31	4	2	4	0	8

Sûreté du Québec						
Types d'infractions	Nombre d'enquêtes prises en charge par le BEI en 2021-2022	En cours	Fermées par le directeur du BEI	À l'étude au DPCP	Décisions DPCP avec accusation	Décisions DPCP sans accusation
Aucune	0	0	0	0	0	0
Autre	2	1	0	0	0	1
Enlèvement séquestration	0	0	0	0	0	0
Entrave à la justice	0	0	0	0	0	0
Entrée par effraction	0	0	0	0	0	0
Fraude	0	0	0	0	0	0
Harcèlement	0	0	0	0	0	0
Hors mandat	28	0	0	0	0	0
Infraction à caractère sexuel	5	1	1	1	0	2
Menace	1	0	0	1	0	0
Parjure	0	0	0	0	0	0
Stupéfiants	0	0	0	0	0	0
Voies de fait	2	2	0	0	0	0
Vol	1	0	0	0	0	1
Total	39	4	1	2	0	4

La ventilation des données telle que demandée risque de compromettre le privilège de l'enquête en cours, les droits constitutionnels des personnes suspectes et le droit à l'anonymat des victimes et des témoins potentiels.

Mise en garde : la surreprésentation des corps de police autochtones est attribuable au mandat confié au BEI par le ministre d'enquêter sur toutes infractions criminelles commises par un policier lorsque le plaignant ou la victime est autochtone.

QUESTION QP2-019 : Nombre d'enquêtes sur des allégations d'infractions à caractère sexuel prises en charge par le BEI pour l'année écoulée, fermées par le directeur du BEI et à l'étude au DPCP, ainsi que le nombre de décision du DPCP sans accusation et accusation, par types d'infractions et par corps policiers.

Nombre d'enquêtes prises en charge par le BEI en 2022-2023	En cours	Fermées par le directeur du BEI	À l'étude au DPCP	Décisions DPCP avec accusation	Décisions DPCP sans accusation
29	11	4	9	0	5

QUESTION QP2-025 : Projets, mesures, politiques ou programmes ayant fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS).

Aucun